



Penser le travail à l'époque moderne (XVIIe - XIXe s.) : introduction et perspectives

Yannick Fonteneau

► To cite this version:

Yannick Fonteneau. Penser le travail à l'époque moderne (XVIIe - XIXe s.) : introduction et perspectives. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, Association Paul Langevin, 2010, 2009 (110), pp.11-38. <hal-00644142>

HAL Id: hal-00644142

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00644142>

Submitted on 23 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Penser le travail à l'époque moderne (XVIIIe – XIXe s.) : introduction et perspectives.

Yannick Fonteneau
LEPS- Lirdhist, Université Lyon 1

Introduction : une perte de sens

Le travail a cessé d'être la promesse de la civilisation occidentale de jadis. Il semble retomber dans les signifiés de souffrance d'où les moralistes du 17e s. avaient commencé à le tirer pour en faire une valeur positive,¹ s'affirmant au fil des siècles comme moyen : moyen de la puissance de l'état, moyen de l'ordre public et de l'ordre moral, moyen de la réalisation de soi. Le travail, comme le synthétise Konstantinos Chatzis, a longtemps été pensé comme une utopie², ou au moins un objet d'exaltation. Au XIXe siècle, nombre d'auteurs le conçoivent comme essence même de l'Homme, moyen d'accession à la réalisation de soi. Lieu de création et garant du lien social, le travail devient alors indissociable de celles de progrès historique et d'évolution sociale. Au panthéon de l'idée de travail, on retrouve bien sûr Marx et Engels, pour qui la suppression de la propriété privée et l'appropriation collective des moyens de production est la solution au problème du travail aliéné; Hegel également ; ou Proudhon dont la conception du travail est celle d'un moteur de l'histoire, spontané et libre, et principe de félicité ; ou avant eux Saint Simon, rêvant de transformer le globe en « un immense et laborieux atelier » dirigé par les producteurs, frères par le travail et œuvrant pour « l'amélioration de l'existence morale et physique de la classe la plus pauvre ». La liste pourrait se poursuivre longtemps. Aux meilleures heures de l'utopie travail, Zola promettait « [...] le travail roi, le travail seul guide, seul maître et seul dieu, d'une noblesse souveraine, ayant racheté l'humanité qui se mourait de mensonge et d'injustice, la rendant enfin à la vigueur, à la joie de vivre à l'amour et à la beauté ».³

Depuis lors, nous en sommes progressivement venus à vouloir le tuer, prophétisant sa fin, un débat dont les derniers feux s'éloignent aujourd'hui.⁴ Comme l'analysait déjà Alain Caillé⁵, ce débat sur la « fin du travail » reposait sur la confusion plus ou moins volontairement entretenue entre deux sujets distincts : d'une part, celui de savoir si du travail pouvait être assuré pour tous dans les décennies à venir, sous quelles formes et dans quelles conditions ; d'autre part, celui du caractère souhaitable du travail. Les conclusions de ce débat nous intéressent moins ici, que le fait que l'on ait osé penser à un monde sans lui, ou sans une certaine conception que l'on pouvait se faire de lui: mort symbolique de ce *père* origine de toute richesse dont parle William Petty, la terre en étant la mère. Le tuer pour mieux se le réapproprier, comme pour affirmer sa liberté face à lui, ou créer les conditions d'une libération toujours problématique aujourd'hui, en France encore plus qu'ailleurs. En effet le travail se pare aujourd'hui d'un visage peu glorieux : il n'apparaît plus émancipateur mais synonyme de précarité, cette malédiction sociale qui métamorphose l'injustice en honte⁶. Mais aussi de fatigues, de souffrances, de hiérarchies, d'abus, de stress, de *burning out*, et de suicides. Tout cela n'est pourtant pas nouveau : l'alcoolisme des ouvriers de Zola, la

pénibilité des travaux manuels, l'aliénation, la précarité des ouvriers agricoles journaliers au XVIIIe s, les douze heures de travail quotidiennes des manufactures louis-quatorzièmes, nous ont déjà fait rencontrer, *mutatis mutandis*, toutes ces difficultés. Ce qui est nouveau, c'est la fixation du débat social sur ces aspects, comme s'il ne restait plus qu'eux à observer une fois que nos yeux ont cessé de se déporter vers un avenir utopique antalgique.

Il faut remarquer aussi la conversion, particulière à la France, du thème du stress au travail - phénomène mondial reconnu comme résultat de la convergence entre pression des salariés au nom de la rentabilité, mondialisation, chômage, sollicitation permanente du temps réel- en thème de souffrance au travail mettant en scène un management qui harcèle et une victime poussée au suicide par la souffrance occasionnée. Les travaux de Christophe Dejours, désormais classiques, sont ici à citer.⁷ Pour expliquer cette néo souffrance, on argue souvent de l'individuation du rapport au travail et de l'exigence d'autonomie : dès lors le travail cesse d'être un lieu de socialisation et renforce la vulnérabilité de ses agents, privés du soutien du groupe. En cas de difficulté dans son travail, le travailleur se retrouve seul avec lui-même et, tendant d'autant plus à s'identifier à son travail qu'il est isolé, survient la dépression, c'est-à-dire la détresse ressentie par le travailleur mis en situation d'impuissance par rapport aux exigences de performance demandées. Autrement dit la compétition d'individus isolés mènerait aux situations de souffrance. Cette réponse seule ne saurait suffire : d'autres facteurs, tels que l'évaluation personnalisée, l'introduction de la qualité totale⁸ et de la flexibilité⁹ apportent des pistes complémentaires, tout comme les dimensions de reconnaissance et de « care », explorées notamment par Emmanuel Renault¹⁰.

Mais se surajoutant à la perte de l'utopie dixneuviémiste de la libération par le travail, aux fantasmes sur la fin du travail, et aux questionnements sur les souffrances liées à son exercice, est venue récemment se greffer la crise économique, et conséquemment, la remise en cause des définitions mêmes sur lequel la catégorie travail est fondée. Le constat de l'incapacité du système économique dominant, dans son fonctionnement actuel, à pérenniser, ou même faire advenir -suivant le point de vue que l'on adopte-, la stabilité économique et sociale a mené les esprits les plus convaincus à appeler soit à une refondation du capitalisme par correction de ce que certains qualifient d'excès, soit à la venue d'un autre modèle économique, arguant que ces accidents sont à la définition même de ce système.

Toute période de crise voit les fondements être questionnés. L'exercice du doute de ce qui relevait hier de l'évidence doit permettre de retrouver le sens de ce qui nous détermine afin de rouvrir l'espace des possibles. En somme le réexamen des catégories de pensée doit permettre l'action, et la redéfinition de soi, tant le travail interroge notre identité, au travers de la place qu'il occupe dans le rapport du citoyen à la société. Ceci apparaît d'autant plus important que nous ne disposons pas réellement d'une définition claire de ce que peut être le travail, et si tant est que nous en ayons une, elle devient de plus en plus floue. En effet, d'une part cette dénomination de travail s'est petit à petit imposée à diverses activités qui n'ont pas réellement de lien entre elles, et, d'autre part, la distinction entre le travail et le hors travail a tendance à s'effacer : pour le management moderne, la seule marge possible de croissance économique demeure dans le capital humain constitué par ses divers salariés. Il ne s'agit plus de penser l'employé comme individu extériorisable à l'entreprise dont celle-ci n'emploie que les compétences techniques, propres à son travail, pendant un temps limité, suite à quoi il s'en retournerait simplement à sa sphère privée. Il s'est développé une forme d'hypertravail, qui n'utilise pas seulement les compétences techniques des salariés, mais leurs compétences relationnelles, culturelles, personnelles, sportives, artistiques... en somme leurs personnalités, à fin de productivité accrue. C'est bien cette définition qui est à l'œuvre dans le management par la qualité totale. La distinction entre vie privée et vie professionnelle devient alors floue : les salariés peuvent travailler indifféremment chez eux ou dans les locaux de l'entreprise, sont encouragés à participer activement à la sociabilité d'entreprise hors du temps de travail et

à partager la « culture d'entreprise », réduisent leur sphère amicale à leur cercle professionnel, se détendent entre collègues dans des structures de loisirs mis à disposition par l'entreprise, utilisent des qualités relevant de la « production de soi » (André Gorz) à fin de hausse de la productivité et de la qualité, bref, se fondent dans l'entreprise. En somme, la sociabilité et toute la sphère de la vie quotidienne privée apparaissent pour l'entreprise comme des poches de gratuité, précieuses car capitalisables, seule marge restante de croissance pour parvenir à une forme ultime d'optimisation.

La crise économique récente n'a fait qu'accentuer la crise du travail ou plutôt les crises, et les histoires du travail n'ont pas cessé d'être actives ces vingt dernières années¹¹. La période semble cependant propice au réexamen du sens même de la catégorie travail, et à la volonté de synthèse. En ce sens, le dernier colloque *Charles Gide, Regards croisés sur le travail : histoires & théories*, dont les actes sont sous presse¹², à l'heure où ces pages paraissent, apparaît symptomatique d'une quête de sens. Car nous ne savons plus réellement ce qu'est le travail, si tant est que nous l'ayons jamais su. La mouvance de ses limites ces dernières décennies, les désillusions engendrées par la fin des utopies, nous font nous interroger sur ce que tout cela signifie. Pourquoi travaillons-nous ? Pourquoi travaillons-nous de cette manière ? Comment en sommes nous arrivés là ? Nous avons perdu le sens de savoir ce que le travail désigne et ce à quoi il sert.

C'est ici que l'examen historique peut s'avérer salutaire. Le présent dossier se veut une modeste contribution à un effort d'éclaircissement des bases de cette catégorie de pensée, en examinant comment et pourquoi, depuis le XVIIIe siècle jusqu'au XIXe siècle, le travail s'est chargé de ses significations, comment il s'est construit comme un concept autonome. Mais parler du « travail » seul, n'a pas de sens. Marchandisation, productivité, ordre social, puissance d'un état, mécanisation..., on ne peut comprendre le travail si on n'interroge pas simultanément les débats que cette notion a pu générer, débats économiques certes, mais débats sociaux également. A l'issue de la compilation de ce dossier, il apparaît illusoire de vouloir séparer une idée abstraite du travail qui évoluerait indépendamment des représentations sociales auxquelles elle est liée, malgré l'énergie de certains économistes à les vouloir faire oublier. De la pensée de Locke où le travail fonde la propriété, jusqu'aux fabricants et économistes du 19e siècle qui font de la machine et de la peur du chômage associée, un élément de régulation disciplinaire des travailleurs, en passant par les Physiocrates pour qui la notion de travail raisonne en terme d'ordre naturel, ou le débat sur la corvée qui interroge le travail salarié, ou enfin les liens que tisse le travail économique avec la théorie physique et la science des ingénieurs, le travail est toujours tenant de rapports complexes au monde et à la société. En lui-même il n'existe pas : il ne peut être compris que dans les interactions qu'il a successivement entretenues avec les autres concepts, les désirs humains, la morale, la volonté de puissance, etc.

C'est une chose que de constater que le travail est aujourd'hui une valeur sociale totale, bien que troublée ; c'en est une autre de s'attacher à comprendre comment et pourquoi cette histoire s'est écrite. Au début de cette nouvelle décennie, les Cahiers d'Histoire ont choisi de poursuivre la réflexion entamée dans le numéro 83 en 2001, qui interrogeait la manière dont les historiens parlaient du travail. Le thème que nous ciblons aujourd'hui se veut d'une part temporellement plus étroit, du XVIIIe au XIXe siècle, et différent, en partant d'un angle d'attaque économique, sans toutefois s'y résumer entièrement.

Période limitée, car, comme le montraient les articles de Catherine Saliou,¹³ Philippe Bernardi, et Catherine Verna¹⁴ dans ce précédent numéro il y a presque dix ans, il n'existe aucune catégorie conceptuelle ou linguistique qui puisse s'apparenter au concept contemporain de travail dans les mondes occidentaux jusqu'à la Renaissance. Et ce qui peut s'y apparenter alors ne définit nullement la place des hommes au sein de l'espace social. Nous

avons donc choisi d'axer ce dossier sur l'émergence d'un concept, le travail, au sens où nous l'entendons aujourd'hui (si tant est que nous puissions en avoir une définition unique), et d'essayer de comprendre comment les représentations sociales ont influencé sur son apparition, et ce faisant comment il a lui-même modifié les représentations sociales. Ce projet étant beaucoup trop ambitieux pour tenir dans ces pages, l'histoire du travail que nous tracerons sera nécessairement lacunaire. Notre but est de poser des jalons, faire ressentir la profonde interdépendance de tous ces débats entre eux, et déterminer ce qu'il reste aujourd'hui de ces débats et de ces conceptualisations.

Quel est ce rapport au monde et à la société que nous entretenons par le biais de ce concept de travail ? Comment s'est-il construit ?

La corvée : travail forcé vs travail salarié.

Pour tenter d'y répondre, le dossier s'ouvre sur le très éclairant article d'Anne Conchon sur la corvée au XVIII^e siècle, occasion pour nous d'interroger la frontière entre travail salarié et travail forcé, telle qu'elle s'est construite au siècle des Lumières¹⁵. A l'examen de la question, il apparaît que la dichotomie entre les deux est au moins à relativiser. Tandis que les études anciennes décrivaient le travail forcé comme l'apanage des économies anciennes, et le travail salarié le résultat d'un mouvement historique d'émancipation et de libération amenant au contrat salarial sous les auspices du capitalisme productif, cette vision a été l'objet de plusieurs critiques historiques.¹⁶ Mais alors que depuis plusieurs décennies les ouvrages consacrés aux différentes formes d'exploitation de travail se sont multipliés (esclavage, servage et travail des forçats),¹⁷ la corvée reste une réalité rarement étudiée. Si les corvées seigneuriales ont fait récemment l'objet d'un renouvellement historiographique en histoire médiévale,¹⁸ les travaux portant sur la corvée royale des routes au XVIII^e siècle, objet de l'article d'Anne Conchon, sont pour l'essentiel plutôt anciens. Après la publication d'un volume de documents réunis à la fin du XIX^e siècle par G-E-P. Vignon, ingénieur des Ponts-et-Chaussées en charge du dépôt des Cartes et Plans du Ministère des Travaux Publics,¹⁹ plusieurs monographies se sont attachées à décrire le régime institutionnel de la corvée royale dans le cadre de différentes généralités du royaume de France – la Bretagne,²⁰ le Poitou,²¹ la Lorraine,²² l'Alsace,²³ - ou à l'échelle du royaume.²⁴ Plusieurs de ces travaux s'inscrivent dans une temporalité particulière qui correspond au débat relatif à la suppression de la prestation en nature, effective en 1904. Dans les années 1960 et 1970 quelques travaux renouent avec l'histoire de la corvée royale, mais essentiellement par le seul prisme de son inéluctable suppression ou à travers les stratifications sociales à l'œuvre dans les rôles de l'impôt substitutif.²⁵

Anne Conchon dans son présent article, montre comment la critique de la corvée participe à la fois d'une définition de la catégorie travail et à la fois d'un certain ordre social fondé sur le critère de différenciation des ordres attribué au travail manuel. En effet il fallait déjà considérer, d'une part, que les corvées fussent du travail, ce qui n'allait pas de soi, et donc interroger la catégorie travail. En ce sens l'article d'Anne Conchon éclaire la manière dont s'élabore progressivement l'unité du travail et le rôle du débat social à ce titre, car c'est à travers le débat qu'elle cristallise que la corvée va être assimilée par ses détracteurs, notamment Physiocrates (mais non par les acteurs de ce travail eux-mêmes), au travail animal ou au travail forcé. D'autre part, on voit très bien, au travers du refus des parlementaires de remplacer les corvées par un impôt en argent, le critère identitaire et socialement structurant que constitue le travail manuel dans cette société d'ancien régime : tandis que les paysans seraient *naturellement* portés vers ces tâches, habitués qu'ils sont au travail de la terre, la dignité des élites empêcheraient ces derniers d'y contribuer, même symboliquement au travers

d'une taxe. De la sorte, la corvée participe de l'identité sociale des sans patrimoines. Il n'y a pas de place, ici, pour une idée de travail indépendante de la personne qui travaille.

Ainsi, les critiques énoncées par les Physiocrates, arguant notamment de la faible productivité de la corvée, interrogent autant sa rationalité économique que la structure sociale dans laquelle elle s'inscrit. Par la même, ce débat fait pleinement écho au développement de l'économie politique mettant en avant les valeurs d'utilité et de productivité, et faisant du travail un bien quantifiable.

Les Physiocrates : travail productif, travail improductif.

Les éditions régulières des œuvres de Quesnay font apparaître l'intérêt toujours renouvelé des historiens de la pensée économique pour la Physiocratie²⁶. Pour preuve les différentes éditions de Daire²⁷ et de l'INED²⁸ montrent toujours une plus grande quantité de textes à découvrir mettant en avant les diverses dimensions de la pensée physiocratique, qu'elles soient philosophiques, économiques ou politiques. Cette appétence se justifie aussi sans doute par le fait que l'on reconnaisse chez eux le désir d'élaborer une science de l'économie politique. Pourtant les physiocrates ont toujours été considérés comme des préclassiques ayant fourni une théorie partielle de la théorie de la valeur-travail selon les dires de Marx. L'idée selon laquelle le travail se conçoit comme concept économique remonte d'après l'auteur du Capital au moins aux réflexions de William Petty où le travail est le père de la valeur alors que la terre en est la mère. À partir de la fin du XVIIIe siècle l'affaire est entendue avec Adam Smith et l'économie politique naissante pour considérer le travail comme source principale de la valeur. Dès lors la question se pose de savoir si les Physiocrates font partie de cette grande tradition de l'économie politique classique. Au début du siècle dernier, P. Moride²⁹ établit un lien entre la théorie du produit net et la théorie de la plus-value. Liaison qui conduit à mettre en relation en suivant les écrits de Marx, le Tableau économique, les schémas de reproduction³⁰ et la formation d'un système de prix classique³¹. Dès lors on étudie davantage les conditions de fonctionnement du Tableau économique et celui des prix que le concept de travail et de son rapport à la nature. La dimension naturaliste de la pensée de Quesnay est parfois reliée à sa formation médicale³², mais son rapport avec le travail est rarement étudié comme une partie intégrante de la formation de sa pensée économique. Précisément, c'est cet intervalle entre nature et travail que Romuald Dupuy a cherché à étudier afin de saisir l'« essence » de la pensée physiocratique.

L'article de Romuald Dupuy permet de mieux comprendre la position de ces économistes sur le travail, relativement complexe en ce sens qu'elle tient à la fois des positions lockéenne et augustinienne, tout en se démarquant en plusieurs points de Adam Smith qui, pour le coup, tient de Locke, la valeur étant, chez l'économiste des Lumières écossaises, indexée sur le travail nécessaire à produire la marchandise.

Ils adhèrent partiellement à la théorie lockéenne, en ce sens qu'elle leur permet de construire les bases de la structure sociale sur le droit naturel. En effet le travail chez Locke fonde la propriété personnelle (notre personne nous appartient), dont la propriété foncière n'est qu'une extension, permettant d'assurer plus efficacement la conservation des propriétés personnelles. Ce concept de propriété lockéenne permet alors aux Physiocrates de justifier la société inégalitaire d'Ancien Régime, en arguant que la production de biens mobiliers et fonciers (transmissibles par héritage) étant directement proportionnelle à la force de travail des hommes, et donc de leur constitution physique, il suit naturellement que les aïeux des propriétaires fonciers actuels étaient simplement physiquement plus valeureux. Là encore, on

voit que la conception du travail n'est pas indépendante d'une certaine idée de ce que doit être un ordre social, en l'occurrence de thèses naturalistes.

Mais dans le même temps le travail des hommes en lui-même n'est pas, pour ces économistes, créateur de valeur. Le travail, par son action mécanique, permet de décupler la production de la nature par l'agriculture : il permet la création d'un surplus. Le travail humain peut accroître la formation de ce surplus mais étant donné sa fonction mécanique celle-ci peut fort bien être remplacée par du capital technique, par une action mécanique plus efficace permettant d'accroître le processus de régénération. Ce qui importe est donc la puissance mécanique développée, qu'elle le soit par des hommes, des bêtes ou des machines, qui permet à l'être humain de puiser dans cette potentialité naturelle, le travail n'étant que le moyen, non la cause. Et plus la puissance mécanique et le mouvement, seront importants, plus le travail sera productif.

Car il existe pour les Physiocrates, un travail productif, et un travail improductif, aussi paradoxal ceci puisse sembler de prime abord. Quesnay associe en effet la production à la régénération : un acte dit productif doit permettre une génération ou régénération organique. L'agriculture sera ainsi productive, car tenante d'un processus de génération organique, tandis que le travail des artisans ou de direction sera stérile ou improductif, en ce qu'il ne s'applique pas à un tel processus, mais simplement à une transformation d'un déjà-là.

Les Physiocrates se révèlent alors malebranchistes, en ce sens qu'ils perçoivent le mouvement, dont le travail est une expression, comme une cause occasionnelle, à l'instar de Malebranche auquel Quesnay se réfère régulièrement. Les causes occasionnelles sont des *occasions* de l'exercice de la volonté divine, des causes naturelles qui ne sont pas les véritables causes mais seulement des circonstances permettant l'exercice divin. La succession des mouvements et des chocs entre différents corps constitue un ensemble de causalités, dont la cause première est d'essence divine. Autrement dit, la nature, et ses lois, est une force qui agit selon un ordre naturel préétabli par la main divine, cause première : le travail est alors un élément d'une chaîne de causalité, permettant de mettre en rapport l'Homme et la nature. Le travail est donc investi d'une double fonction médiatrice, entre Homme et nature, d'une part, et Homme et propriété, d'autre part ; tributaire d'un ordre théologique et d'un ordre naturel.

Derrière ce malebranchisme se cache également une forme de cartésianisme, notamment au travers du modèle de l'animal machine, et de l'idée que la nature est une machinerie complexe dont on peut connaître les lois. Dès lors, la société et l'économie sont appréhendables par des lois mécaniques dont la notion d'équilibre fournit le modèle central. Il s'agira, pour atteindre la plus grande perfection, d'équilibrer les forces économiques en présence, tout comme le Créateur a disposé l'homme au sein d'un système naturel dont l'équilibre est donné par la stabilité de ses différentes forces. La logique du fameux *Tableau Oeconomique* est en ce sens symptomatique, en ce qu'elle donne à voir l'équilibre des forces économiques permettant la circulation et la régénération du revenu, calqué sur le modèle de la pendule mécanique.³³ Dans ce schéma, le travail, la science et les techniques permettent, grâce à la connaissance des lois naturelles, de parfaire la production et de prendre possession de la Nature. Ainsi, les lois naturelles de la physique seraient à l'origine des lois de l'économie. Cette tentation de la naturalité des lois économiques sera pleinement à l'œuvre chez les classiques tel que Ricardo quand il abordera, entre autres, la notion de marché du travail.

Le travail est il une marchandise ?

Arnaud Diemer et Hervé Guillemain nous propose un article au long cours, sur le sujet de la marchandisation du travail, en choisissant de replacer ce thème dans l'histoire longue de la

société anglaise du XVIIe au XIXe siècle³⁴. Les auteurs soulignent l'importance d'un tel retour historique devant la tendance de nos sociétés modernes à ne voir la marchandisation du travail (ou plutôt la marchandisation de la *force* de travail) que sous l'angle du fait socioéconomique se plaçant dans un contexte de mondialisation des échanges (les flux commerciaux, les investissements à l'étranger sont plus importants que l'investissement et la production nationales) et de la globalisation financière (la combinaison rendement/risque se déplace de la sphère productive à la sphère financière). La marchandisation du travail traduit ainsi un état de la société (travail précaire, dégradation des conditions de travail, délocalisation des entreprises, liberté de licencier...). Or il semblerait que l'on ait oublié que cet état est l'aboutissement d'un long processus qui a commencé à la fin du XVIIe siècle en Angleterre. En examinant cette histoire, Arnaud Diemer et Hervé Guillemain suggèrent que la marchandisation du travail repose sur un socle constitué de quatre piliers : (i) la philosophie lockienne pose les bases du libéralisme économique et définit la propriété à partir du travail (prémises du contrat de travail), (ii) le travail (plus précisément la division smithienne du travail) et le commerce constituent les principaux rouages de la richesse d'une nation ; (iii) l'économie politique, en tant que discipline nouvelle, revendique une démarche scientifique pour comprendre les faits sociaux ; dans le langage des économistes, le marché (et ses lois) est présenté comme le mécanisme naturel d'allocation optimale des ressources rares (d'où la fameuse opposition de Malthus et Ricardo vis-à-vis des lois sur les pauvres) ; (iv) l'émancipation des forces du capitalisme repose sur l'émergence d'un véritable marché du travail.

Concernant l'historiographie, les débats sur la marchandisation du travail dans la société anglaise du XIXe siècle ont donné lieu à trois types de réflexions interdépendantes.

La première est celle des économistes classiques, David Ricardo et Robert Malthus, qui croient en la plus grande efficacité du marché sur d'autres formes d'organisation (cf. à ce sujet Guerrien, 2003³⁵) en invoquant les résultats de la théorie économique fondée sur une loi « naturelle », celle de l'offre et la demande et les marchés concurrentiels. Dans leur esprit donc, le marché constitue la forme d'organisation économique la plus efficace, car la plus naturelle, qu'il faut libérer des obstacles qui l'empêchent de s'exprimer pleinement. On peut considérer que c'est à partir de cette époque que l'économie s'autonomise des forces sociales et politiques, l'économie politique ambitionnant de devenir une science au même titre que la physique ou la biologie. Les lois sur les pauvres sont ainsi fortement décriées, car elles ne permettraient pas une allocation optimale des ressources rares (voir Lallement, 2008³⁶).

Le seconde émane de la précédente et renvoie aux travaux de Karl Marx (1844³⁷, 1867³⁸). Comme le rappelle François Vatin (2001³⁹), Karl Marx part du principe que c'est en théorisant le marché du travail que l'économie politique exhiberait à son insu l'exploitation de la force de travail : « *En partant de l'économie politique elle-même, en utilisant ses propres termes, nous avons montré que l'ouvrier est ravalé au rang de marchandise, et de la marchandise la plus misérable* »⁴⁰. Yves Charbit (2005⁴¹) insistera sur la violence des attaques et des critiques adressées par Marx (et Engels) à Malthus et Ricardo. De leur côté, Eustache Kouvelakis (2003⁴²) et Yves Schwartz (2004⁴³) préciseront que cette marchandisation n'a rien de naturel : elle est le résultat d'un processus issu historiquement d'un affrontement de classes.

La troisième réflexion sur la marchandisation du travail s'inscrit dans la continuité des deux premières. Elle émane des travaux de Karl Polanyi qui, dans son ouvrage phare *La Grande Transformation*⁴⁴, propose de relire l'histoire économique anglaise à partir du concept de *désencastrement* (*disembeddness*) de l'économie vis-à-vis des autres formes de relations sociales. Qu'est ce que cela signifie ? Pour Polanyi, le domaine économique a toujours été subordonné au système des besoins jusqu'au XIXe siècle. Les activités économiques

s'exprimaient dans un cadre social défini et maîtrisé par les institutions politiques ou économiques. Le domaine économique était donc, selon l'expression de cet auteur, *encastré*. Mais sous le coup d'une nouvelle idéologie s'exprimant au travers de la révolution industrielle, la nécessité que l'on a éprouvée de valoriser le capital sur des temps longs et ininterrompus a nécessité que l'on puisse fournir à l'industrie un flux continu de travail, de matières premières naturelles et de monnaie. Le capitalisme productif a donc induit la construction d'un pseudo-marché délié du reste de la société pour la force de travail, la terre et la monnaie : l'économie marchande se *désencastre* ainsi de la société. Polanyi analyse ce *désencastrement* à partir de la fiction du marché autorégulateur que l'idéologie libérale se plait à concevoir. Fiction, car Polanyi récuse qu'aucun marché puisse exister indépendamment de la société qui le crée, ce qu'on savait déjà, mais surtout car le travail, la terre et la monnaie que le marché autorégulateur conçoit comme des marchandises, n'en sont pas, ne peuvent pas en être. Pour Polanyi l'argument n'est pas moral, mais d'ordre ontologique et anthropologique comme le rappelle Sobel (2007⁴⁵). En effet, selon l'économiste d'origine hongroise, les marchandises sont définies comme des objets produits pour la vente. Or pour ces trois éléments « le postulat selon lequel tout ce qui est acheté et vendu doit avoir été produit pour la vente est carrément faux [...] Le travail n'est que l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même – laquelle de son côté, n'est pas produite pour la vente mais pour des raisons entièrement différentes-, et cette activité ne peut pas non plus être entièrement détachée du reste de la vie, être entreposée ou mobilisée [...]»⁴⁶. La force de travail n'est pas produite, et pas produite pour la vente, et en ce sens, elle ne peut pas être une marchandise, à moins bien sûr de se placer dans un système esclavagiste qui ferait commerce de cette force. Il en va de même de la terre, autre nom de la nature, et de la monnaie qui relève toujours d'un pouvoir étatique. Pour Polanyi, ce sont donc des marchandises fictives, et sans une institutionnalisation de celles-ci, sans un ré-encastrement de l'économie de marché, la violence que font subir ces fictions à la société la mène à sa ruine : c'est ainsi que le capitalisme libéral du XIXe siècle s'est effondré, de la fin du siècle jusqu'à 1929. « [...] aucune société ne pourrait supporter ne fut-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable ».⁴⁷ D'où la Grande Transformation à laquelle sont contraintes les sociétés de l'après seconde guerre mondiale : le ré-encastrement du capitalisme, d'où vient le développement d'institutions de régulations sociales, notamment concernant l'usage et la reproduction de cette marchandise laborieuse fictive (minimas sociaux, droit du travail, etc.)

Julien Vincent (2008)⁴⁸ est d'avis que cette thèse repose sur des lieux communs historiographiques : ceux de voir la Grande-Bretagne du XIXe siècle comme le pays de la révolution industrielle et du libéralisme. Ces deux truismes ont servi de présupposés communs dans les débats opposant l'école dite « orthodoxe » à sa rivale « hétérodoxe », et ont été, si ce n'est renversés, du moins relativisés, par les historiens depuis les années 80. Ceux-ci ont montré, par exemple, que la croissance annuelle de la période 1780-1840 restait limitée de 1 à 3,5% du PNB environ,⁴⁹ l'existence d'une proto-industrie avant la fabrique, ou la place longtemps dominante du travail manuel au sein même de cette *révolution*. À distance des anciennes définitions a posteriori de la « révolution industrielle » comme du « libéralisme », J. Vincent remarque que les historiens britanniques accordent aujourd'hui une plus grande attention à l'outillage mental des acteurs, et ont révisé l'encastrement du marché du travail, et des marchés en général, dans la culture politique, dans les relations de genre, dans les contraintes environnementales et dans les institutions. La différence peut se résumer d'une formule : alors que Karl Polanyi décrivait la situation des sociétés industrielles et libérales à l'aide du « désencastrement », les historiens évoquent aujourd'hui un « encastrement »

(*embeddedness*) de l'économie.⁵⁰ Au lieu de lire l'histoire anglaise du XIXe siècle comme celle du projet (impossible) de désencastrement du marché, dont le marché du travail, ils ont montré que les comportements économiques y étaient tout aussi encastres dans les institutions, les relations sociales, les règles juridiques et les normes morales que dans n'importe quelle autre économie.⁵¹

Si ceci n'empêche de voir la Grande Bretagne comme le pays de la révolution industrielle et du libéralisme, c'est donc au prix d'une redéfinition de ces notions.

Le travail et sa valeur, entre physique et économie

Les questions de la valeur du travail et des influences entre science et économie sont au cœur de l'article de François Vatin. Examinant les XVIIIe et XIXe s., il se donne pour ambition de synthétiser les interactions entre théorie physique et théorie économie sous le rapport du travail. La pensée de François Vatin est issue de plusieurs mouvements de dialogues entre sciences et société, tenant premièrement de la sociologie des sciences et de la connaissance scientifique, deuxièmement de l'épistémologie économique, et enfin de l'histoire des ingénieurs.

Sur le premier point, l'idée que sciences et société agissent l'une sur l'autre est relativement ancienne. Historiquement le rapprochement entre d'une part l'histoire des sciences en général et de la physique en particulier, et d'autre part le contexte économique et politique, a été donné par les historiens marxistes, notamment Boris Hessen⁵² dans les années 30, dont l'analyse a beaucoup vieilli mais est considérée aujourd'hui comme une référence incontournable au point de bénéficier d'une récente traduction en français⁵³ et d'une réédition en anglais⁵⁴. John Desmond Bernal⁵⁵ poursuivra plus tard dans cette voie, ainsi que Joseph Needham.⁵⁶ Après la fondation de la sociologie des sciences par Robert K. Merton, le champ se renouvelle dans les années soixante-dix. D'une « sociologie des scientifiques »⁵⁷ qui laissait le contenu cognitif en dehors de son champ d'action, on passe à une sociologie de la connaissance scientifique elle-même (*sociology of scientific knowledge*, ou SSK). Il s'agit alors de traiter le contexte social de manière causale, c'est-à-dire comme l'un des facteurs (non exclusif) déterminant les concepts scientifiques. C'est toute l'école d'Edimbourg, dont l'approche la plus marquante est désignée sous le terme *Strong Programme*, menés par David Bloor⁵⁸, Barry Barnes⁵⁹ et auquel Steven Shapin⁶⁰ et Simon Shaffer⁶¹ se rattachent. Des avatars plus ou moins heureux de cette approche se sont depuis développés indépendamment, dans toute la mouvance des *Science Studies*.⁶² Pour le thème particulier des liens entre science et politique, on peut consulter l'état des lieux qu'en fait Jérôme Lamy dans le n°102 de la présente revue.⁶³

Mais l'économie est une discipline particulière, ni tout à fait une science exacte, ni totalement une science humaine, ce qui nous amène au second point. Plusieurs auteurs, se situant plutôt du côté de l'économie, ont exploré le problème de sa constitution qui, dès l'origine, emprunte à d'autres champs, notamment les mathématiques et la physique. Comme le note Philippe Le Gall,⁶⁴ l'économie, tout au long de son développement, s'est constituée comme une science des échanges interdisciplinaires, avec pour référent privilégié la physique. De nombreux travaux ont permis d'arriver à cet argument, tels que ceux de Claude Ménard⁶⁵ en 1978, qui a montré comment Cournot, dans ses *Recherches sur les Principes Mathématiques de la Théorie des Richesses de 1838*, traite mécaniquement les questions de l'échange économique, mais aussi que nos approches contemporaines trouvent leurs origines dans cette rationalité mécaniste. M. Shabas en 1990 a, quant à elle, contribué à renouveler la compréhension des travaux théoriques de Jevons en montrant tout ce qu'ils devaient à la mécanique.⁶⁶ Harro Maas a depuis suggéré en 2005 que tous les travaux de Jevons sont le résultat d'un

raisonnement mécanique.⁶⁷ Dans *The invisible Hand*,⁶⁸ Bruna Ingrao et Giorgio Israel ont confirmé l'orientation fondamentalement mécaniste prise par l'analyse économique au moins depuis la fin du siècle des Lumières. Il faut également citer le livre polémique et radical de Philip Mirowski, *Plus de Chaleur que de Lumière*,⁶⁹ dont la thèse est que le développement de l'économie marginaliste et de l'économie mathématique ne serait qu'une sorte de mimétisme raté de la physique des champs du XIX^e siècle. Il faut cependant prendre avec précaution certains de ces auteurs, qui tombent facilement dans l'esprit de système. Défaut que Marco Bianchini arrive à éviter en explorant dans plusieurs ouvrages⁷⁰ le rôle de la science galiléenne dans l'émergence de l'économie italienne. Enfin, il faut citer les travaux de Facarello, et Dos Santos Pereira,⁷¹ dont le socle est solide bien que peut être biaisé par un certain internalisme.

Mais François Vatin va au-delà de ces approches parfois trop analytiques, ce qui nous amène au troisième point, le rôle des ingénieurs et de leurs méthodes dans le développement de la science économique. Comme il le remarque justement dans son article, beaucoup des travaux menés sur les relations épistémologiques entre économie et physique se sont focalisés sur la dimension purement formelle des similitudes par le biais des outils mathématiques, et sur l'emprunt des modèles économiques aux modèles physiques, que ce soit pour les louer ou souligner leur stérilité. Or, si Léon Walras peut correspondre à cette vision mathématique des choses, on ne peut pas en dire autant d'autres « ingénieurs économistes », tels Cournot,⁷² Dupuit,⁷³ Jevons ou Menger. Ces derniers, loin de prendre comme modèle une mécanique théorique, la mécanique rationnelle, pour l'appliquer à un domaine économique, se sont appuyés sur une autre mécanique, la mécanique des ingénieurs et la science des machines, plus pragmatique. Ainsi Dupuit, pendant sa carrière d'ingénieur même, a développé une problématique économique. François Vatin dénonce les approches précédentes, épistémologiquement incorrectes, qui empêchaient de saisir tout ce que doit l'économie à la pensée d'ingénieur, celle-ci étant en fait intrinsèquement économique (il faudrait d'ailleurs ici noter tous les travaux se situant dans la sphère des ingénieurs et de la mécanique appliquée, tels que ceux de Konstantinos Chatzis,⁷⁴ Bernard Grall,⁷⁵ Antoine Picon⁷⁶ ..., entre autres)

C'est dans cette optique qu'est à replacer la réflexion de François Vatin sur le concept de travail. Il montre ici le parallèle qui existe chez ces ingénieurs entre le concept mécanique de travail et la notion économique de valeur. En somme il existe chez eux une théorie de la valeur fondée sur le travail mécanique, ce concept de la théorie physique. François Vatin nous invite alors à revisiter le problème de la valeur, et la place de la nature dans le problème de la production de la valeur, un problème que les ingénieurs ne peuvent ignorer.

Ceci le conduit d'abord à examiner comment le concept de travail mécanique apparaît, chez des ingénieurs savants tels que Coriolis, Navier, ou Coulomb.⁷⁷ Ce concept puise ses racines dans un contexte de production qui n'est pas entièrement nouveau au XIX^e siècle. En effet, comme on l'a montré ailleurs,⁷⁸ on voit apparaître dès 1699 des antécédents du concept de travail mécanique chez des académiciens tels que Guillaume Amontons (1663-1705) et Antoine Parent (1666-1716), fortement liés à une vision productive de la machine et des hommes. Sur le développement du concept de travail mécanique, on peut également consulter D.S.L. Cardwell.⁷⁹ Cette histoire est également tenante d'une histoire de la mesure du travail : sur ce sujet, voyez le dossier « Mesurer le travail » dans la revue *Histoire & Mesure* (2005).⁸⁰ Il faudra cependant attendre Coriolis en 1829 pour que ce concept déborde de la seule sphère de la science pragmatique pour entrer de plain-pied dans la sphère de la physique théorique, et amener d'autres développements conceptuels : c'est en effet à partir du concept de travail mécanique que le concept d'énergie a pu émerger (Kuhn).

La plongée dans ce sujet, mêlant histoire de l'économie, histoire de la physique, histoire des ingénieurs, et épistémologie, si elle se révèle nécessairement complexe, n'en est pas moins

très éclairante et invite à penser autrement le thème de la machine dans la science économique.

La mécanisation : travail, technique et discipline

Dans un registre différent, mais toujours lié aux machines, le stimulant article de François Jarrige étudie comment la mécanisation industrielle du XIXe s. est apparue comme un moyen de faire advenir un travail discipliné et moralisé. Il s'inscrit à la croisée de plusieurs questionnements classiques de l'historiographie, dont deux principaux⁸¹.

Premièrement le travail et la technique. Il revient d'abord à l'analyse ancienne du couple travail et technique qui a été dominée par une série de grands récits et qui a profondément évolué au XXe siècle. L'optimisme technologique, né au XIXe siècle, triomphe après 1945 dans l'histoire et la sociologie du travail. Il fait du changement technique une condition d'émancipation des travailleurs et de hausse des qualifications. Le cas de la sociologie du travail de Georges Friedmann est éclairante à cet égard : il est le fondateur de la sociologie du travail dite « humaniste » en France.⁸² Dans les années 1930, G. Friedmann est alors un jeune intellectuel marxiste admirateur de l'URSS. Dans la lignée des discours du XIXe siècle sur la technique, que François Jarrige examine dans sa thèse⁸³ et dans cet article, Friedmann défend les bienfaits du machinisme contre « les attitudes moyenâgeuses ou romantiques ». Il dénonce la critique sociale réactionnaire de l'époque qui, en s'en prenant à la « civilisation matérielle et machinique » au lieu de s'attaquer au capitalisme, ferait le lit du fascisme.⁸⁴ Mais après 1945 ses positions changent radicalement, se plaçant à contre courant du point de vue de l'époque. Prenant ses distances à l'égard de sa « période de marxisme naïf », il se fait de plus en plus critique sur la nocivité intrinsèque du machinisme sur le travail humain, et met en garde à la fin de sa vie contre les « maux issus d'une mécanisation non dominée qui menace l'équilibre physique et psychique de l'homme producteur ».⁸⁵

À partir des années 1960, le point de vue s'inverse radicalement, rejoignant certaines des critiques de Friedmann. Les nouvelles techniques sont de plus en plus perçues comme des outils d'oppression disqualifiant le travail, diminuant son prix et rognant les sphères d'autonomie de la main-d'œuvre. A cet égard on peut citer de nombreux travaux critiques comme celui de David Noble aux Etats-Unis, cité dans l'article, ou en France des auteurs allant de Jacques Ellul à André Gorz. Ce dernier détecte dans les mutations technologiques la source de nouvelles formes d'asservissement et d'une « formidable régression sociale » car « la puissance accrue de la technique a un prix : elle coupe le travail de la vie et la culture professionnelle de la culture du quotidien ; elle exige une domination despotique de soi en échange d'une domination accrue de la nature ; elle rétrécit le champ de l'expérience sensible et de l'autonomie existentielle ; elle sépare le producteur du produit au point qu'il ne connaît plus la finalité de ce qu'il fait ».⁸⁶

Cette perspective résolument critique s'affaiblit à son tour à partir des années 1980 lorsque la sociologie du travail se tourne vers l'étude de la créativité et de l'autonomie des acteurs, délaissant quelque peu « le mythe d'un taylorisme omnipotent ». L'histoire des techniques indifférente aux pratiques sociales et se résumant à la seule innovation a laissé la place de son côté à des approches montrant comment les techniques sont socialement définies et construites.⁸⁷

Au lieu d'envisager le couple travail et technique sur le mode unilatéral de l'émancipation ou de l'oppression, les historiens et les sociologues étudient désormais les savoir-faire tacites et les bricolages quotidiens réalisés par les acteurs. Ces renouvellements épistémologiques sont liés au tournant analytique et pragmatique à l'œuvre depuis une trentaine d'années dans les sciences sociales.⁸⁸

L'approche de François Jarrige dans l'article du présent numéro consiste à revenir à l'origine de ce grand récit liant intimement l'étude du travail et des techniques. A partir d'une histoire à la fois sociale des pratiques de mécanisation et une histoire davantage culturelle centrée sur l'étude des discours l'enjeu est de comprendre comment se construit socialement la représentation du couple travail et technique dans la société industrielle naissante.

Le deuxième de ces questionnements concerne le malaise dans la régulation au début du XIXe siècle. Cette première dimension recoupe par ailleurs la question des reconfigurations du champ économique au début du XIXe siècle. De nombreux travaux ont étudié récemment les conséquences de la fin des corporations et la redéfinition des formes institutionnelles de régulation du champ économique au début du XIXe siècle (Minard, Cottreau⁸⁹). A partir d'un observatoire très singulier et limité, le texte de François Jarrige vise à montrer que la mécanique a offert des ressources discursives aux fabricants pour lutter contre l'autonomie de la main-d'œuvre et que la dimension disciplinaire de la mécanisation a été promue comme instrument pour pallier l'apparent désordre introduit par la dérégulation du marché du travail.

Conclusion : délier les différentes dimensions du concept de travail ?

Penser le travail à l'époque moderne s'avère alors difficile, déjà en ce que le singulier semble une projection sur un passé pour qui existent des travaux et des valeurs au pluriel, et du fait de la constante évolution de ce concept. C'est un véritable phagocytage qui se trame depuis le XVIIe siècle, à partir d'un mot qui, basiquement, ne désignait que l'entreprise commune par laquelle les hommes parviennent à leur subsistance en combattant l'imminence de la mort (Foucault)⁹⁰, ou l'occupation à quelque exercice pénible, fatigant ou demandant de la dextérité. Gisant dans le tourment douloureux d'une nature humaine peccamineuse, c'est au XVIIe siècle que s'affirme l'idée de convertir le travail en une notion positive. Derrière cela, c'est un nouvel ordre moral et une volonté de puissance qui sont à l'œuvre, au sein des systèmes mercantilistes. Le travail, dans cette optique, devient alors un moyen de la puissance de l'état, en permettant la production et la vente d'un plus grand nombre de produits manufacturés, et de plus grande qualité, sur le marché international. On connaît les politiques colbertistes d'amélioration des produits et des procès de productions, auxquelles l'Académie des Sciences devait contribuer, en son rôle d'expert technique auprès du pouvoir. Cependant, le projet colbertiste en lui-même n'ouvrait pas la voie à une pensée d'optimisation : il se contentait de mettre en œuvre les choix empiriques entre machines ou méthodes déjà existantes, mais n'amenait pas à une pensée autonome de la machine ou de l'homme au travail, qui requérait des outils conceptuels spécifiques. Il faut attendre l'entre deux siècles (fin XVIIe- début XVIIIe) pour qu'émerge alors à l'Académie des Sciences de Paris une vision nouvelle de la machine : celle, précisément, de la machine au travail, de la machine productive, amenant les savants à donner une mesure scientifique du travail des machines. Cet esprit de production est intimement lié à une pensée technologique : la volonté de fonder une science de la technique, portée par un contexte à finalité économique. Derrière la machine au travail cependant, se profile toujours l'homme au travail, auquel sont toujours référencés les autres moyens de production. Dans l'esprit de ces savants de la fin du XVIIe et du XVIIIe siècle, il n'est guère question de libérer l'homme de la pénibilité des tâches répétitives ou ingrates, comme ce pourra être le cas dans la fenêtre des Lumières dans le deuxième XVIIIe : la finalité des machines est de permettre une plus grande production, rien d'autre. A ce titre, il est assez éloquent de voir certains d'entre eux, à partir du tout début du XVIIIe siècle, appréhender froidement les galères comme des machines, des systèmes qu'il convient d'optimiser globalement afin d'en augmenter la vitesse, en examinant la disposition des rames

ou l'application de la force musculaire des galériens à celles-ci, en passant tout à fait sous silence les conditions de vies épouvantables de ces rameurs bien souvent forçats.⁹¹ Ces ingénieurs-savants sont, ou se veulent, membres d'une classe dominante dont la préoccupation n'est pas le bien être des hommes de peine. Ils servent directement un pouvoir dont la motivation concernant les galères tient à l'hégémonie de la France en Méditerranée, depuis la restauration d'une flotte en 1661.

Au tournant du siècle, les classes aisées sont toutes empreintes de ce nouvel esprit du travail, mais la propagation au reste de la société fut beaucoup plus lente. Ainsi Vauban, voulant pratiquer une politique de hauts salaires pour inciter les ouvriers des travaux de terrassement à travailler plus pour gagner plus (déjà), fut confronté à un véritable fiasco, ceux-ci préférant s'en retourner chez eux une fois gagné ce qu'ils estimaient nécessaire pour vivre.

Né dans une matrice alliant volonté de puissance et ordre social, on peut dire que le travail ne s'en est jamais vraiment autonomisé. Sous ce rapport, la suite de l'histoire semble avoir été déterminée par ce que le XVIIe s. avait conçu. Il s'agira alors d'étendre la notion de travail à d'autres activités dont la définition originelle n'en relevait pas, telles que les corvées, et dont la finalité était bien souvent différente, comme le travail des moines, ou le travail intellectuel. Ce n'est qu'au XIXe siècle que le travail a pris la dimension totale qu'on lui connaît aujourd'hui, et vient définir socialement les êtres, non sans résistances. Ceci n'aurait sans doute pas été possible sans la progressive autonomisation (fantasmée) du marché du travail, à l'œuvre parallèlement durant trois siècles, et qui permet à terme de faire de l'économie, du marché et du travail, un système hors du monde et le dominant, se substituant à toute autre forme de relation sociale, et, mieux, les subordonnant à lui. Le travail devient ainsi le critère par lequel le sujet ou le citoyen sera désormais classé sur l'échelle sociale. Là encore, ça n'est que l'aboutissement d'un mouvement qui a déjà vu les Physiocrates, dans une pensée en partie lockéenne, justifier l'ordre social de l'ancien régime, et l'inégale répartition des richesses qui en découlait, par une naturalité fictive s'appuyant sur la propriété conférée par l'exercice de son travail. De même au XIXe siècle, le travail servira encore et toujours de justification de l'ordre, et de critère moral.

Il faut donc, semble-t-il, relativiser les interprétations selon lesquelles la révolution industrielle serait la cause de l'émergence d'un système économique censé en découler, comme si la technique déterminait les transformations sociales. Lorsqu'on replace les choses sur le très long terme, on s'aperçoit que les logiques étaient déjà là bien avant la révolution industrielle et que les outils conceptuels avaient déjà en partie été forgés, durant la période de proto-industrialisation en Europe. Entre la fin du XVIIe siècle, et le XIXe siècle, ça n'est donc pas tant une différence de nature qui est à l'œuvre, qu'une différence de degré. Pour le dire autrement, une révolution est d'abord sociale avant d'être technique. C'est un changement d'état d'esprit, de paradigme si l'on veut, concernant le statut du travail, de la production, et de la puissance, qui a mené à voir le monde du travail avec des lunettes différentes, dès le XVIIe siècle. C'est cette progressive évolution des mentalités qui a permis l'émergence d'outils conceptuels nouveaux, tenant notamment à la quantification du travail, et a créé ainsi les conditions de possibilité d'une transformation technique. Dans cette optique, les révolutions économiques accompagnant la révolution industrielle, n'en sont pas la conséquence, mais l'extension de logiques antérieures amplifiées par des capacités techniques qu'elles ont elles-mêmes créées.

Schématiquement durant ces trois siècles, le travail s'impose d'abord comme valeur morale, étend son emprise à toute une myriade d'activités humaines, passe du règne de la qualité à celui de la quantité, ce qui permet en outre, dès lors qu'il est quantifiable, de le considérer comme une marchandise échangeable. Moralisation, unification, quantification, marchandisation. Ce schéma est bien sûr très lacunaire : lorsqu'on y regarde près, on s'aperçoit par exemple que la quantification recherchée par certains ingénieurs

« rationalisateurs » avait comme objectif de casser les « relations marchandes » au sein de la fabrique : autrement la quantification peut parfois être vu comme le contraire du marché. Quoiqu'il en soit, le travail devient progressivement un principe dirigeant la vie de chacun. Les relations sociales tendent à être progressivement réduites à la dimension laborieuse, mouvement qui s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui dans le management moderne. De ce point de vue, le travail semble être un concept phagocytant, qui dévore et réduit à lui tout ce qui se trouve à sa portée, au point de se suffire à lui-même.

Les débats que nous avons explorés ne cessent pas de résonner avec l'époque contemporaine. Ainsi par exemple, comme le souligne François Vatin⁹², le thème du « Travailler Plus Pour Gagner Plus » dont on mesure aujourd'hui les limites, ou celui de la réduction du travail, se fondaient (en partie, car ce n'était pas là leur seule dimension), sur une vision scalaire du travail : celui-ci pourrait s'additionner, se soustraire, d'après une métrique intrinsèque. Vingt hommes travaillant pendant un jour, équivaldraient à un homme travaillant pendant vingt jours. Cette métrique est directement issue des débats sur la quantification du travail et de sa valeur, par des ingénieurs du début du 19^e siècle, et même avant. Elle a déjà fait l'objet de réfutations convaincantes, chez Proudhon par exemple.⁹³

Mais le problème contemporain nous semble résider dans cette perte de sens dont nous parlions au début de ce papier, et qui n'est en quelque sorte que l'aboutissement des débats de trois siècles. Aujourd'hui, le travail n'est plus considéré comme un moyen, mais comme une fin en soi. Par exemple, la fin moralisatrice, thème qui était à l'œuvre dans la rhétorique du vainqueur de l'élection présidentielle française de 2007 au sujet de la « valeur du travail » : on peut comprendre le scepticisme et le désarroi de beaucoup face au travail, si on présente celui-ci comme système de maintien d'un ordre social face à la prétendue déliquescence du lien social engendrée par le non travail, ou même simplement le hors travail, un mythe à l'œuvre depuis au moins Boisguilbert. En soi, le maintien d'un ordre social ne suffit pas à faire sens.

Cette perte de sens s'exprime sous bien d'autres formes, sur les lieux mêmes de travail, où les employés des classes sociales les plus défavorisés, bien que souvent insatisfaits de leur emploi, continuent de travailler car insérés dans un système qui ne leur laisse aucun choix. Arrêter de travailler reviendrait alors, à moyen terme, à un suicide social. De même, chez des cadres dont la satisfaction vis-à-vis de leur emploi est bien plus haute, la durée de l'activité atteint de telles proportions qu'il s'ensuit également le ressenti d'une forme d'aliénation dans un système qu'ils ne maîtrisent pas. Cette perte de sens tient donc aussi au sentiment d'écrasement de l'individu face à un système total dont les membres ont plus l'impression d'être des objets utilisés à des fins stériles, que les sujets le maîtrisant et à des fins de dépassement. Le système n'offrant à ses membres qu'une latitude limitée, ceux-ci ne voient alors aucune échappatoire viable possible.

Cependant, le propre du travail, et c'est ce que nous perdons constamment de vue, est d'être productif. C'est parce qu'il est productif que nous l'exerçons. Il est l'expression du vouloir vivre ensemble qui nécessite que des biens soient créés. C'est là son sens premier et fondamental. Or, au terme du phagocytage dont nous avons parlé, le travail désigne aujourd'hui au moins quatre idées distinctes :

- le moyen pour la société de produire les biens nécessaires à sa conservation, c'est ce que nous venons de dire (dimension productive),
- le moyen, lié au précédent, permettant à l'individu de subvenir à ses besoins vitaux, via le salaire fourni par le travail, substitut aux formes anciennes d'agriculture vivrière ou de troc par exemple (dimension vitale),

- le moyen permettant à l'individu l'exercice de sa liberté (transports, culture, loisirs...), toujours par le biais du salaire (dimension libérale),
- le moyen de la réalisation de soi dans un projet (acquisition de talents dans un objectif donné, possibilité de connaître et développer sa personnalité au travers d'un travail... c'est la dimension réalisatrice).

On pourrait rajouter un certain nombre d'autres dimensions, suivant le point de vue qu'on prend pour appui, par exemple le moyen pour l'entreprise de valoriser et faire croître un capital (dimension capitaliste). Un tel assemblage apparaît intrinsèquement inique, car il limite la liberté et la réalisation de soi des individus qui sont précisément les moins favorisés, c'est-à-dire ceux qui sont les plus dépendants de la dimension vitale du travail (sans argent, ils sont condamnés à la marginalité), contraints d'accepter des emplois précaires dont le faible taux de rémunération les oblige précisément à ne pas pouvoir en changer. Inversement, ceux qui au départ sont les moins dépendants de la dimension vitale du travail (grâce à un travail hautement rémunéré, des rentes, un patrimoine...), sont ceux dont la liberté et la réalisation de soi seront potentiellement les plus hautes. En outre, on voit qu'un tel système, s'il n'est pas corrigé, favorise la reproduction sociale. Autrement dit, associer intimement ces différentes réalités participe d'un système qui détermine la vie des individus, en grande partie du fait de leur naissance, celle-ci conditionnant leur possibilité d'emploi et de ce fait, leur liberté. Dans cette optique, le travail est devenu le critère de différenciation des êtres, le moyen de les classer socialement, en leur attribuant des degrés de liberté indexés sur leur salaire et donc la « valeur » de leur travail.

Certes, on peut trouver des méthodes de régulation et de correction des effets pervers du système. C'est ce à quoi s'est occupé l'état social mis peu à peu en place en France après la seconde guerre mondiale. Mais devant la régression qu'il subit depuis 1986, peut-être serait-il temps de redéfinir les bases mêmes de cette catégorie de pensée que constitue le travail, et de limiter l'acception de cette notion à une activité productive, production essentielle à l'existence d'une communauté d'êtres, sans vouloir en faire la condition des autres dimensions que constituent l'exercice de sa liberté et la réalisation de soi. Si l'idée d'un revenu inconditionnel, déjà ancienne, peut aider, on en connaît cependant les limites et on ne peut attendre d'une unique mesure qu'elle suffise à repenser le rapport de l'individu à la société. Quoiqu'il en soit, il me semble qu'on ne retrouvera aujourd'hui le sens du travail qu'en favorisant l'autonomisation de ses dimensions pour l'heure soumises à la relation salariale laborieuse.

Pour terminer, *last but not least*, il nous faut remarquer l'existence d'une attitude de résistance constante lovée dans les formes mêmes du travail classique, sur la base d'une autre conception du travail, non capitaliste pour le dire vite. Ces résistances, Richard Sennett les synthétise dans son très récent ouvrage *Ce que sait la main*.⁹⁴ A partir d'un socle pragmatiste, et d'une définition très large de l'artisanat regroupant toute activité où prime le soin et la qualité apportée à son travail (artistes, médecins, infirmier(e)s, programmeurs informatiques...), Sennett montre que face à la dégradation actuelle des formes de travail, le « bien faire », le désir de qualité, et l'acquisition de talents dans ces buts, peuvent constituer le coeur, la source et le moteur d'une société où primerait l'intérêt général et la coopération. Cette attitude face au travail est présente depuis longtemps, et explique par exemple l'attitude des Canuts (les ouvriers de l'industrie de la soie de Lyon) au XIXe siècle, comme l'a montré Ludovic Frobert récemment⁹⁵ : plus intéressés par les fouriéristes que par les saint-simoniens ou les républicains, les Canuts résistaient au système de la manufacture concentrée et aux mots d'ordre de spécialisation, hiérarchisation, division. De nos jours, le désarroi face à la perspective de ne plus avoir le temps de faire correctement son travail est un leitmotiv des critiques adressées par les professionnels de santé aux réformes en cours en France, par

exemple. De la sorte, cette conception du travail a pu constituer dans différents temps et civilisations une forme de résistance et une expérience originale. Retrouver un sens au travail passe aussi par ce goût du travail bien fait.

C'est à présent aux politiques que revient de s'emparer de cette question véritablement anthropologique et inventer des projets de sociétés où les citoyens ne soient plus réduits à une dimension totale de travail.

¹ Cf. par exemple Jacob A., *Le travail, reflet des cultures : du sauvage indolent au travailleur productif*, Paris, PUF, 1994 ; Touba K., *Le travail dans les cultures monothéistes : judaïsme, christianisme, islam de l'Antiquité au XVIIIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006.

² Chatzis, K., « Travail » dans Riot-Sarcey M., Bouchet T., Picon, A., *Dictionnaire des Utopies*, Paris, Larousse, 2006 (2002), pp. 237-242.

³ Zola, E., *Travail*, 1901, cité par Chatzis, K., « Travail », op. cit.

⁴ Sur les différentes dimensions qui sous tendent cette expression de « fin du travail » cf. : Rifkin, J. *The end of Work : the decline of the global labor force and the dawn of the post-market era*, New York, G.P. Putnam's sons, 1995 (trad. Fr. *La Fin du travail*, Paris, La découverte, 1996); Forrester, V. *L'horreur économique*, Paris, Fayard, 1996 ; Gorz, A., *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997 ; Méda, D., *Le travail, une valeur en voie de disparition ?*, Paris, Flammarion, 1995. Pour une critique de cette idée, cf. le dossier très complet « Travailler est-il bien naturel ? Le travail après la « fin du travail » », La Revue du M.A.U.S.S. n°18, (2001).

⁵ Caillé, A., « Présentation » dans La Revue du M.A.U.S.S. n°18, *Travailler est il bien naturel ? Le travail après la « fin du travail »* (2001), pp. 5-18. P. 9

⁶ Guillaume le Blanc, *Vies ordinaires, vies précaires*, Paris, Seuil, 2007

⁷ Dejours C. *Plaisir et souffrance dans le travail*, Paris, A.O.G.I.P., 1988 ; *Travail, usure mentale*, Paris, Centurion-Bayard, 1993 (1983) ; *Souffrance en France. La banalisation e l'injustice sociale*, Paris, Seuil, 1998 ; Dejours C., Begue F., *Suicide et travail : que faire ?*, Paris, PUF, 2009

⁸ Le concept de «management par la qualité totale» (en anglais «*Total Quality Management*», noté *TQM*) désigne la mise en oeuvre d'un projet d'entreprise reposant sur une démarche qualité mobilisant tout le personnel, c'est-à-dire une stratégie globale par laquelle l'entreprise tout entière met tout en oeuvre (par l'investissement total de la personnalité et l'adaptation permanente des compétences de chaque salarié aux situations réelles du projet que ne peut résumer entièrement les contrats) pour satisfaire ses bénéficiaires en qualité, coût et délai. Le TQM nécessite une sorte de communion d'esprit de l'ensemble des acteurs du projet en général, de sorte à parvenir au stade ultime de la performance, en dépassant le simple respect des plans et des procédures.

⁹ Sennet R., *Le Travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000.

¹⁰ Renault E., *Mépris social. Éthique et politique de la reconnaissance*, Éditions du Passant, 2000 ; «Reconnaissance et souffrance psychique», dans Pidolle A., Thirybourg C., *Droits des soignants, droit d'être soigné*, Ramonville Saint-Agne, Erès, 2003 ;

¹¹ Cf. la très complète historiographie de Philippe Minard : Jollet A., Minard, P., « Le travail dans son histoire : les fils renoués », dans *Cahiers d'Histoire*, n°83, *Comment les historiens parlent-ils du travail ?*, 2001, pp. 47-66. On consultera aussi avec avantage Chevandier C, Pigenet, M. « L'histoire du travail à l'époque contemporaine, clichés tenaces et nouveaux regards », dans *Le mouvement social*, N°200, L'histoire sociale en mouvement. (Jul.-Sep., 2002), pp. 163-169.

¹² Lavalie, C. (éd.), *Regards croisés sur le travail : histoires & théories, actes du XIIe colloque international de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique*, P.U.R., Rennes, 2010 (à paraître).

¹³ Saliou C., « Remarques sur le travail dans les mondes grec et romain », dans *Cahiers d'Histoire*, n°83, *Comment les historiens parlent-ils du travail ?*, 2001, pp. 13-26.

¹⁴ Bernardi P., Verna C., « Travail et Moyen Âge : un renouveau historiographique », dans *Cahiers d'Histoire*, n°83, *Comment les historiens parlent ils du travail ?*, 2001, pp. 27-46.

¹⁵ Merci à Anne Conchon de sa contribution à l'historiographie de ce paragraphe.

¹⁶ Steinfeld R.J., *The Invention of Free Labor: The Employment Relation in English and American Law and Culture, 1350-1870*, Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1991.

¹⁷ Bush M. L., *Servitude in modern times*, Cambridge, Polity Press, 2000 ; Gillespie M., *Free labor in an unfree world. White Artisans in Slaveholding Georgia 1789-1860*, University of Georgia Press, 2000 ; - *From Chattel Slaves to Wage Slaves : The Dynamics of Labour Bargaining in the Americas*, Bolland N., Lamounier L., Turner M., London, 1995 ; Kolchin P., *Unfree labour : American Slavery and Russian Serfdom*, London, 1987 ; ENGERMAN S., « Slavery, serfdom and others forms of coerced labour » *Serfdom and slavery : studies in Legal*

Bondage, ed. M.L. Bush, London, 1996 ; *Slavery and Other Forms of Unfree Labour*, ed. Leonie Archer, London, 1988 ; Stanziani A., « Free Labor—Forced Labor: An Uncertain Boundary? The Circulation of Economic Ideas between Russia and Europe from the 18th to the Mid-19th Century », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol.9 (1), Winter 2008, pp. 27-52; Moulier-Boutang, Y., *De l'esclavage au salariat, Economie historique du salariat bridé*, Paris, PUF, 1999.

¹⁸ Voir notamment *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes médiévales (XI-XIVe siècles). Réalités et représentations paysannes*, Publications de la Sorbonne, 2004.

¹⁹ Vignon E., *Etudes historiques sur l'administration des voies publiques en France aux 17^e et 18^e siècles*, Paris, Dunod, 1862, t. 3.

²⁰ Letaconnoux J., *Le Régime de la corvée en Bretagne au XVIII^e siècle*, Rennes, Plihon et Hommay, 1905.

²¹ Clément F.-P. *La Corvée des grands chemins en France et spécialement en Poitou sous les intendants de Blossac et Boula de Nanteuil*, Thèse, Poitiers, 1899 ; Ducrocq T., *La corvée des grands chemins et sa suppression en France et spécialement en Poitou*, Paris, E. Thorin, 1882.

²² Boye P., *Les Travaux publics et le régime des corvées en Lorraine au XVIII^e siècle*, Paris, 1900.

²³ Werner R., *Les Ponts et chaussées d'Alsace au XVIII^e siècle*, Strasbourg, imp Heitz & Cie, 1929.

²⁴ Habault G., *La Corvée royale au XVIII^e siècle*, Paris, 1903

²⁵ Lesort A., « La question de la corvée des grands chemins sous Louis XVI après la chute de Turgot », *Actes du Congrès national des sociétés savantes*, Paris, CTHS, section moderne et contemporaine, VII, 1968, pp. 49-95. Bossis Ph., « L'impôt de la corvée et la structure socio-professionnelle des campagnes à la veille de la Révolution », *AHRF*, 1972, 44 (1), pp. 82-91.

²⁶ Merci à Romuald Dupuy de sa contribution à l'historiographie de ce paragraphe.

²⁷ *Physiocrates*, avec une introduction sur la doctrine des Physiocrates des commentaires et des notices historiques par E. Daire, 2 vol., Paris, Guillaumin, 1846.

²⁸ *François Quesnay et la Physiocratie*, 2 vol., Paris, INED, 1958 ; Quesnay F., *Œuvres économiques complètes et autres textes*, éd. de Christine Théré, Loïc Charles, Jean-Claude Perrot, 2 vol., Paris, INED, 2005.

²⁹ Moride P., *Le produit net des Physiocrates et la plus-value de Karl Marx*, Paris, [s. n.], 1908.

³⁰ Bénard J., « Marx et Quesnay », dans *François Quesnay et la Physiocratie*, Paris, INED, Tome 1, 1958 ; Gehrke C. et Kurz Heinz D., « Karl Marx on physiocracy », *The European Journal of the History of Economic Thought*, 2:1, Spring 1995, p. 53-90.

³¹ Cartelier J., « De l'ambiguïté du Tableau économique », *Cahiers d'économie politique* N°9, 1984, p. 39-59 ; « Tableau économique and Quesnay's view on wealth power: an inquiry into consistency », *Journal of The History of Economic Thought*, vol. 24, november 1, 2002, p. 55-71.

³² Christensen P. P., « Fire, motion, and productivity: the proto-energetics of nature and economy in François Quesnay », dans Philip Mirowski (ed.), *Natural Images in Economic Thought: Markets Read in Tooth and Claw*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

³³ Charles L., The visual history of the Tableau Économique, *The European Journal of the History of Economic Thought* 10:4, p. 527-550.

³⁴ Merci à Arnaud Diemer de sa contribution à l'historiographie de ce paragraphe.

³⁵ Guerrien B. (2003), " Marchandisation et théorie économique ", *Actuel Marx* N°34, pp 121-132

³⁶ Lallement J. (2008), « Pauvreté et économie politique au XIX^e siècle, Colloque sur la pauvreté », Université de Lille 2, 27 - 28 novembre, 16 p.

³⁷ Marx K., *Manuscrits de 1844 (Économie politique & philosophie)*. Présentation, traduction et notes d'Emile Bottigelli, Paris, Les Éditions sociales, 1972

³⁸ Marx K., *Le capital, critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1969

³⁹ Vatin F., « Le travail, la servitude et la vie : avant Marx et Polanyi, Eugène Buret » in Caillé A. (dir), *Revue du Mauss*, n°18, *Le travail est-il bien naturel*, 2001, p. 238 - 280.

⁴⁰ Marx K., 1844, op. cit. p. 107

⁴¹ Charbit Y., « Capitalisme et population : Marx et Engels contre Malthus », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, N°13, pp. 183-208, 2005

⁴² Kouvelakis E., « La résistible marchandisation de la force de travail », *Actuel Marx*, 2003/2, n°34, p. 17-42

⁴³ Schwartz Y., « La conceptualisation du travail : le visible et l'invisible », *L'homme et la société*, n° 152-153, (2004), pp.47-77.

⁴⁴ Polanyi K., *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris : Gallimard, 1983 (trad. Fr. par Catherine Malamoud et Maurice Angeno de *The Great Transformation*, 1944)

⁴⁵ Sobel R. (dir), « Penser la marchandisation du monde avec Karl Polanyi », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°47, Paris : L'harmattan, 2007.

⁴⁶ Polanyi, 1983, op. cit. P. 107

⁴⁷ Polanyi K., 1983, op. cit. P. 109

- ⁴⁸ Vincent J., « Industrialisation et libéralisme au XIXe siècle: nouvelles approches de l'histoire économique britannique », dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n°37, 2008, pp. 87-110.
- ⁴⁹ Cf. Vincent J., 2008, op. cit., note 12 p. 90
- ⁵⁰ Krippner G. R., « The Elusive Market: Embeddedness and the Paradigm of Economic Sociology », *Theory and Society*, XXX, 6 (2001), p. 775-810 et Le Velly R., « Le problème du désencastrement », *Revue du MAUSS*, XXIX, 1 (2007), p. 241-256 montrent que la notion d'« encastrement » n'est pas nécessairement contradictoire avec la thèse du désencastrement de Polanyi.
- ⁵¹ Barber B., « All Economics are 'Embedded': The Career of a Concept and Beyond », *Sociological Research*, LXII, 2 (1995), p. 387-414.
- ⁵² Hessen B. « The social and Economics Roots of Newton's Principia », dans Bukharin N.I. et al (éd.), *Science at the cross roads*, London, Franck Cass, 1971 (1931), pp. 151-212
- ⁵³ Hessen B., *Les racines sociales et économiques des « Principia » de Newton : une rencontre entre Newton et Marx à Londres en 1931*, trad. fr. par Guérout S., Paris, Vuibert, 2006
- ⁵⁴ Freudenthal G., McLaughlin P. (éd.), *The social and economic roots of the scientific revolution Texts by Boris Hessen and Henry Grossman*, Dordrecht, Springer, 2009.
- ⁵⁵ Bernal J. D. *Science in History, vol. 2: The scientific and industrial Revolutions*, Cambridge, MIT Press, 1965 (1954).
- ⁵⁶ Cf. entre autres, Needham J., *The grand Filtration. Science and society in East and in West*, London, Allen & Unwin, 1969.
- ⁵⁷ On peut consulter par exemple Gillispie C.C., *Science and Polity in France at the end of the old regime*, Princeton, Princeton University Press, 1980; Foley V., *The social physics of Adam Smith*, Lafayette (Ind.), Purdue university Press, 1976 ; Buck P., « People who counted : Political Arithmetics in the Eighteenth Century », dans *Isis* N°73, 1982, pp. 28-45.
- ⁵⁸ Bloor D., *Knowledge and Social Imagery*, London, Boston, Routledge, 1976 (2nd edition Chicago University Press, 1991). Trad. Fr. de Dominique Ebnöther : Bloor D., *Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie*, Paris, Pandore, 1976.
- ⁵⁹ Barnes, B., *Scientific Knowledge and Sociological Theory*, London, Boston, Routledge and K. Paul, 1974.
- ⁶⁰ Shapin S., Barnes B. (éd.), *Natural order : historical studies of scientific culture*, Beverly Hills, Sage Publications, 1979.
- ⁶¹ Shaffer S., Shapin S., *Leviathan et la pompe à air: Hobbes et Boyle entre science et politique*, Paris, La Découverte, 1993 (trad. fr. de *Leviathan and the air-pump*, Princeton, Princeton university Press, 1985).
- ⁶² Pestre D., *Introduction aux « sciences studies »*, Paris, La découverte, 2006.
- ⁶³ Lamy, J. « Penser les rapports entre sciences et politique : enjeux historiographiques récents », *Cahiers d'Histoire*, n°102, *Sciences et politique*, 2007, 9-32.
- ⁶⁴ Le Gall P. « Entre sciences de la nature et sciences humaines : l'économie, science des échanges interdisciplinaires », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2002/2, N°7, pp. 3-11.
- ⁶⁵ Ménard C., *La formation d'une rationalité économique : A.A. Cournot*, Paris, Flammarion, 1978.
- ⁶⁶ Shabas M., *A World ruled by number. William Stanley Jevons and the rise of mathematical Economics*, Princeton, Princeton university Press, 1990.
- ⁶⁷ Maas, H. *William Stanley Jevons and the Making of Modern Economics*. Cambridge and New York, Cambridge University Press, 2005.
- ⁶⁸ Ingrao B., Israel G., *The Invisible hand. Economic Equilibrium in the history of science*, London: MIT Press, 1990.
- ⁶⁹ Mirowski P., *Plus de chaleur que de lumière : l'économie comme physique sociale, la physique comme économie de la nature*, Paris, Economica, 2001 (trad. fr. de *More Heat than Light*, 1989).
- ⁷⁰ Bianchini M., "The Galileian Tradition and the Origins of Economic Science in Italy", dans Albertone M., Masoero A. (eds). *Political Economy and National Realities*, Torino, Fondazione Einaudi, 1994; "Some Fundamental Aspects of the Italian Eighteenth Century Economic Thought", dans Walker D.A. (ed.) *Perspectives on the History of economic thought, History of Economics Society*, E. Elgar, Aldershot 1989; *Alle origini della scienza economica. Felicità pubblica e matematica sociale negli economisti italiani del Settecento*, Parma, Studium, 1982 (trad. fr. : *Bonheur public et méthode géométrique. Enquête sur les économistes italiens (1711-1803)*, traduction de Pierre Crépel, revue par Gisèle Sandri, Classiques de l'économie et de la population, Études & enquêtes historiques, Paris, INED, 2002.)
- ⁷¹ Dos Santos Ferreira, R., « Les sciences économiques entre l'histoire et les mathématiques : l'épisode wilhelmien » (avec Ragip EGE), dans Duranton H. et Barreau H. (coord.), *Les Sciences en Alsace, 1538-1988*, Strasbourg, Oberlin, 1989, 303-330 ; « De Petty à Sraffa, ou le triomphe de l'Arithmétique Politique », dans Arena R. et Ravix J.-L., *Sraffa trente ans après*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990, 77-97.
- ⁷² Cf. Vatin F., *Economie politique et économie naturelle chez Antoine-Augustin Cournot*, Paris, PUF, 1998.

⁷³ Simonin J.-P., Vatin F. (dir.), *L'œuvre multiple de Jules Dupuit (1804-1866) : calcul d'ingénieurs, analyse économique et pensée sociale*, Angers, Presses Universitaires d'Angers, 2002 ; Chatzis, K. « Jules Dupuit, ingénieur des Ponts et chaussées », dans *Jules Dupuit, Œuvres économiques complètes* (établies et présentées par Yves Breton et Gérard Klotz), vol. 1, Paris, Economica, 2009, p. 615-692.

⁷⁴ Chatzis, K. « Mécanique rationnelle et mécanique des machines à l'École polytechnique, 1800-1860 », dans Dahan A., Belhoste B. et Picon A.(eds), *La formation polytechnicienne : 1794-1994*, Paris, Dunod, 1994, pp. 95-108.

⁷⁵ Grall B., *Economie de forces et production d'utilités. L'émergence du calcul économique chez les ingénieurs des ponts et chaussées (1831-1891)*, Rennes, PUR, 2003.

⁷⁶ Picon A. (dir.) *L'art de l'ingénieur. Constructeur, entrepreneur, inventeur*, Paris, Editions du Centre Georges Pompidou, Le Moniteur, 1997 ; *L'invention de l'ingénieur moderne. L'École des Ponts et Chaussées 1747-1851*, Paris : Presses de l'École nationale des ponts et chaussées, 1992.

⁷⁷ Cf. aussi Vatin F., *Le Travail : économie et physique, 1780-1830*, Paris, Puf, 1993.

⁷⁸ Cf. Fonteneau Y., « Les Antécédents du concept de travail mécanique chez Amontons, Parent et Daniel Bernoulli : de la qualité à la quantité (1699-1738) », *Dix-Huitième Siècle*, n°41, 2009, pp. 343-368. Pour une discussion des conditions d'émergence de ce concept et de son évolution pendant la première moitié du XVIIIe siècle, voir ma thèse (en cours) : « Influences réciproques entre pensée mécanique et économique : le cas du travail mécanique (fin 17^e s., début 18^e s.) »

⁷⁹ Cardwell, D.S.L., « Some early factors in the early development of the concept of power, work and energy » *The British Journal for the history of science*, vol. 3, n°11 (1967), pp. 209-224.

⁸⁰ *Histoire & Mesure* vol. XX – n°3/4, *Mesurer le travail*, 2005.

⁸¹ Merci à François Jarrige de nous avoir fourni l'historiographie de ce paragraphe.

⁸² Synthèse sur la question dans Vatin F., « Marxisme, machinisme, humanisme : Georges Friedmann avant et après guerre », *Sociologie du travail*, n° 46, 2004, pp. 205-223.

⁸³ Jarrige F., *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle*, Rennes, PUR, coll. Carnot, 2009

⁸⁴ Friedmann G., *La Crise du progrès : esquisse d'histoire des idées, 1895-1935*, Paris, Gallimard, 1936.

⁸⁵ Friedmann G., *Où va le travail humain ?* [2e éd.], Paris, Gallimard, 1950 ; Id., *Sept études sur l'homme et la technique*, Paris, Gonthier, 1966 ; Id., *Le Progrès technique, liberté ou servitude ?* Paris, Cercle parisien de la ligue française de l'enseignement, 1966 ; Id., *La Puissance et la sagesse*, Paris, Gallimard, 1970, p. 114-115.

⁸⁶ Gorz A., *Métamorphose du travail. Quête du sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1991, p. 115.

⁸⁷ Il faudrait ici citer tous les travaux du programme SCOT (pour social construction of technological System), quelques titres :

Grint K. et Woolgar S., *The Machine at work. Technology, Work and Organization*, Polity Press, 1997.

Bijker W. E., Hughes T. P., Pinch T. J. (eds.), *The Social Construction of Technological Systems. New Directions in the Sociology and History of Technology*, Cambridge (Mass.), The MIT Press, 1994 [1989] ;

Flichy P., *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales, Vers une théorie de l'innovation*, Paris, La Découverte, 1995 ;

Cohen Y., Pestre D.(dir.), « Histoire des techniques », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n°4-5, juillet-octobre 1998

Voir aussi la synthèse de Pestre D., *Introduction aux Sciences Studies*, Paris, La Découverte, 2006, op. cit.

⁸⁸ Une synthèse d'ensemble : Lallement, M. *Le travail. Une sociologie contemporaine*, Paris, Gallimard, 2007 ; Bidet A., Borzeix A., Pillon T., Rot G., Vatin F., *Sociologie du travail et activité*, Toulouse, Octares, 2006 ; Quelques références en français : Dodier N., *Les hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées*, Paris, Métailié, 1995 ; Cohen Y., « La technique, son contexte et le travail : que nous dit la conception de la 201 Peugeot ? », dans Belhoste, Benoît, Chassagne et Mioche (dir.), *Autour de l'industrie, histoire et patrimoine. Mélanges offerts à Denis Woronoff*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004, p. 425-448

⁸⁹ Hirsch J.-P. et Minard Ph., « Laissez nous faire et protégez-nous beaucoup : pour une histoire des pratiques institutionnelles dans l'industrie française (XVIIIe-XIXe siècle) », dans Bergeron L. et Bourdelais P. (dir.), *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ?*, Paris, Belin, 1998, p. 135-159 ; Kaplan S. L. et Minard Ph. (dir.), *La France, malade du corporatisme ? (XVIII-XXe siècles)*, Paris, Belin, 2004 ; Cottureau A. « The Fate of Collective Manufactures in the Industrial World : the Silk Industries of Lyons and London (1800-1850) », dans Sabel C. F. et Zeitlin J. (eds), *World of Possibilities. Flexibility and Mass Production in Western Industrialization*, Oxford-Paris, Oxford University Press/MSH, 1993, p. 75-153.

⁹⁰ Foucault M., *Les Mots et les Choses*, Paris, Gallimard, 1966, pp. 268-269

⁹¹ René Buret, Jean Carrière et André Zysberg, « Mais comment pouvait-on ramer sur les galères du Roi-Soleil? », *Histoire & mesure*, vol. I – no3/4, 1986, p. 147-208.

⁹² Vatin F., *Le travail et ses valeurs*, Paris, Albin Michel, 2008, pp. 194-198

⁹³ Proudhon P.-J., *Qu'est ce que la propriété ?* (édition présentée par Robert Damien ; introduite et annotée par Edward Castleton), Paris, Librairie générale française, 2009 (1840). Proudhon affirme que le propriétaire capitaliste, en payant le travail des ouvriers, paye "autant de fois une journée qu'il a employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point du tout la même chose". Ainsi s'il a fallu quelques heures à deux cents grenadiers pour dresser l'obélisque de Louqsor sur la place de la Concorde, peut-on supposer « qu'un seul homme, en deux cents jours, en serait venu à bout ? » La production est le résultat de l'utilisation de la force collective du travail et non de l'addition des forces individuelles des travailleurs. C'est la force collective qui permet le surplus d'énergie, et c'est le propriétaire capitaliste qui s'attribue ce surplus d'énergie, d'où sa célèbre formule taxant la propriété capitaliste de vol.

⁹⁴ Sennet R., *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat*, Paris : Albin Michel, 2010 (trad. fr de *Craftsman*, 2008)

⁹⁵ Frobert L., *Les canuts, ou la démocratie turbulente: Lyon, 1831-1834*, Paris, Tallandier, 2009.